

Régulation et analyse critique du capitalisme

Jean-Marc Fontan et Éric Pineault

Numéro 45, janvier 2008

D'un regard désenchanté : la théorie de la régulation revisitée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002495ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002495ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Liber

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Fontan, J.-M. & Pineault, É. (2008). Régulation et analyse critique du capitalisme. *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 5–9.
<https://doi.org/10.7202/1002495ar>

Éric Pineault et Jean-Marc Fontan

Régulation et analyse critique du capitalisme

«[E]t les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés». La sociologie a su puiser dans cette phrase du *Manifeste du parti communiste* à la fois son programme et un avertissement. Le programme, celui d'une nécessaire analyse critique des «conditions d'existence» et des «rapports sociaux» en transformation perpétuelle. L'avertissement, la fin de la prégnance des idées vénérables et de l'enchantement idéologique des grandes explications transhistoriques, le devoir de maintenir le regard désabusé devant les transformations incessantes de l'économie, du capitalisme et plus largement de la société. En cette ère où l'on célèbre à droite comme à gauche la fin de l'âge industriel, de ses conflits et arbitrages, et l'entrée dans une «nouvelle économie du savoir», le «capitalisme informationnel», l'avertissement nous paraît important à prendre en considération pour le renouvellement de l'analyse sociologique de l'économie. Maintenir les yeux désabusés c'est garder une saine distance critique face à la fois aux discours sur les potentialités émancipatrices et aux nouvelles formes de domination et d'aliénation qu'impliquent les transformations de l'économie. C'est aussi mettre en garde contre l'instauration de nouveaux régimes d'accumulation s'inspirant d'un capitalisme à visage humain ou de couleur verdissante. Garder les yeux désabusés est la posture que nous adoptons pour interroger le devenir de la théorie de la régulation.

L'analyse sociologique du capitalisme, en particulier dans le monde francophone, a été marquée, au cours des trois dernières décennies, par le développement de la théorie de la «régulation». Lieu de renouvellement théorique, la recherche dans ce champ s'est démarquée des points de vue marxistes et néomarxistes antérieurs et a contribué à l'émergence de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la «nouvelle sociologie économique¹». Ce numéro des *Cahiers de recherche sociologique* est l'occasion d'une

1. B. Lévesque, G. L. Bourque et E. Forgues, *La nouvelle sociologie économique*, Paris, Desclée de Brouwer, 2001.

douable interrogation : que devient l'approche régulationniste dans la pratique sociologique actuelle ? et quelles nouvelles formes d'analyse sociologique du capitalisme émergent après la théorie de la régulation ? Les contributions réunies ici rendent compte de la forme que prend actuellement la recherche régulationniste ainsi que de l'évolution de ses concepts, de son corpus théorique et de son domaine empirique.

C'est au début des années 1970 que se forge, essentiellement en France, une nouvelle approche « institutionnaliste » en économie politique qui prendra le nom d'école de la régulation. En réaction à la dérive formaliste de l'économie néoclassique et celle des approches néomarxistes, les travaux des premiers régulationnistes (Aglietta, Boyer, Lipietz) s'intéressent aux fondements institutionnels des régularités macroéconomiques. La question de la reproduction et de la transformation structurelles des économies capitalistes est problématisée au moyen d'une analyse des formes institutionnelles qui régissent la pratique socioéconomique et orientent la dynamique d'un régime d'accumulation. La théorie de la régulation se penche alors sur la genèse, le maintien et l'éclatement de ces formes institutionnelles à travers les conflits et contradictions inhérents aux rapports sociaux à la base de la dynamique capitaliste. Sur le plan de l'analyse microsociologique se pose la question du rapport entre la régulation et l'action sociale, tant dans une perspective de production de nouvelles formes que de reproduction des formes existantes, et, sur le plan macrosociologique, celle de l'unité des formes institutionnelles, de leur cohérence comme « ensemble institué » et du rapport de cet ensemble avec les autres dimensions instituées de la société telles que la culture et le politique. Les régulationnistes se sont ainsi intéressés aux économies capitalistes nationales comme « configuration institutionnelle » dont ils ont interrogé l'historicité en mettant au point des outils d'analyse typologique dans une perspective comparatiste.

Sur tous ces terrains, l'école de la régulation rencontre la sociologie et plusieurs autres disciplines des sciences sociales, qui se sont emparées de ses méthodes, théories, analyses et conceptions afin de les appliquer à de nouveaux contextes, de les mettre à l'épreuve de la réalité et de la réflexion. L'école de la régulation est progressivement devenue un paradigme et un programme de recherche. On la retrouve depuis dans un spectre assez large de courants idéologiques et de contextes nationaux. Une évolution qui aura permis des ramifications paradigmatiques avec, entre autres écoles, celles des conventions et de l'économie des grandeurs, de même que l'émergence d'une pluralité d'écoles nationales de la régulation, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Amérique latine et au Québec. L'enrichissement de son réservoir d'hypothèses et d'analyses l'a cependant aussi fragilisée, en particulier sur le plan de la cohérence et de la systématicité conceptuelles.

Comme l'indique la contribution de Jean-Marc Fontan, après trois décennies d'existence, force est de constater un essoufflement de l'intuition initiale des régulationnistes. Sans être obsolète, le paradigme a perdu en

partie son efficacité analytique. La prise en compte des institutions n'est plus la chasse gardée de la théorie de la régulation, une façon parmi d'autres d'envisager la question. L'approche en termes de régulation des rapports sociaux a de même connu un développement théorique et conceptuel autonome par rapport aux travaux des régulationnistes reconnus en économie. Malgré cela, la pertinence des objectifs visés par ceux-ci demeure. Tant au niveau microsocial qu'au niveau macrosocial, il importe de comprendre le mécanisme de production des règles et des institutions sociales. Mais il est aussi nécessaire de renouveler la théorie initiale. Aglietta mentionnait en 1976 en quoi le paradigme présenté dans son étude du rapport salarial états-unien prolongeait l'analyse des rapports sociaux de la réflexion marxiste pour comprendre le mode de structuration des actions sociales. Cette question est toujours d'actualité. Seul l'angle d'approche a changé, et on la considère aujourd'hui en fonction du contexte de la mondialité. En 2008, le rapport au monde est plus clairement analysable qu'il ne l'était en 1976 où le système de référence demeurait celui de l'État-nation. Ce n'est là qu'un exemple du renouvellement amorcé.

Les textes de ce numéro reflètent bien cette conjoncture théorique en dressant le diagnostic de l'incomplétude du paradigme initial et en décrivant son évolution au cours des trente dernières années. Bien ancrés dans la nouvelle sociologie économique française, ils interrogent, critiquent et prolongent l'approche régulationniste dans une perspective d'analyse des compromis socioéconomiques, des institutions et des acteurs qui caractérisent les modes actuels de développement. Leur questionnement est ainsi marqué par l'exigence de penser une régulation postfordiste ouverte sur la question du territoire, telle que l'expose Juan-Luis Klein. Une régulation capable aussi de stabiliser le capitalisme actuel et d'en assurer le développement selon des critères de justice sociale et de respect environnemental, comme nous invitent à le penser Pascal Ughetto et Corinne Gendron. À l'image du modèle fordiste, la recherche d'un mode de développement vertueux demeure, dans ces cas, l'horizon vers lequel se déploie l'analyse socioéconomique. Loin d'être une limite, un tel parti pris normatif permet à ces analyses de contribuer directement avec les acteurs socioéconomiques à l'élaboration d'autres pratiques et conventions que celles du modèle néolibéral dominant.

Les contributions suivantes portent sur des propositions de renouvellement partiel ou complet de l'analyse critique du capitalisme en rupture avec l'école de la régulation, mais qui s'inscrivent dans le sillage marxiste ou institutionnaliste. On y considère en particulier le caractère vertueux de la croissance fordiste, la stabilité et la pérennité de son dispositif institutionnel, comme une exception empirique plutôt que comme un principe méthodologique. Cela se traduit par un découplage analytique entre croissance et accumulation, c'est-à-dire que la seconde est pensée distinctement de la première comme une appropriation de richesses ou de pouvoir d'un groupe aux dépens d'un autre. La question de la croissance, de sa nature, de sa désidérabilité et des conditions nécessaires à son accélération

n'est pas en tant que telle abordée par ces analyses, qui s'intéressent plutôt à la forme du capitalisme contemporain. L'accent n'y est plus mis sur la recherche de compromis ou de moyens pour rendre la coordination plus efficace, mais sur la compréhension même des contradictions et des rapports de pouvoir du capitalisme. Ces travaux se démarquent donc des analyses marxistes du capitalisme que l'on trouve encore en France et qui poursuivent celles de Duménil et Lévy. Puisant à d'autres sources, par exemple chez Veblen, le *political marxism* anglo-saxon et l'institutionnalisme dérivé de la sociologie générale de Michel Freitag, ils cherchent à interroger sur de nouvelles bases le capitalisme comme forme sociale et historique globale, fondée sur des rapports sociaux et une structure institutionnelle dont le principe de cohérence réside dans des rapports de pouvoir et des formes d'intégration culturelle.

La réflexion de Frédérick-Guillaume Dufour est le reflet de ce déplacement du fondement de l'analyse générale du capitalisme. L'auteur nous introduit à l'école anglo-saxonne du *political marxism* animée par Robert Brenner et Ellen Meiksins Wood en réaction au marxisme althussérien et aux critiques postmodernistes à son égard. Cette perspective se caractérise par un retour à l'analyse politique des rapports sociaux comme rapports de classe, une priorité donnée aux rapports sociaux d'appropriation dans l'analyse de la structure des formations sociales et finalement une compréhension discontinuiste de l'histoire où le capitalisme apparaît comme une exception violente plutôt que le *telos* de l'évolution sociale. En ce sens, le texte de Dufour nuance les lectures néowébériennes qui expliquent l'émergence du capitalisme par des facteurs quantitatifs en soulignant les facteurs qualitatifs, la production et l'institutionnalisation politique de nouveaux rapports sociaux, qui ont contribué à sa genèse.

Trente ans après *Régulation et crises du capitalisme* de Michel Aglietta, Marc-André Gagnon réexamine les structures socioéconomiques et la dynamique d'accumulation du capitalisme américain. Inspirée de Veblen, sa lecture décrit comment un tel régime d'accumulation engendre une polarisation sociale grandissante et explique pourquoi la création de valeur pécuniaire ne se traduit pas par une progression de l'investissement et, donc, par une croissance réelle de la capacité productive. Si ce régime est jugé problématique à long terme, l'auteur soutient qu'il pourrait tout de même se maintenir à court et à moyen terme grâce à l'adhésion idéologique des salariés de la classe moyenne dont le niveau de consommation est maintenu par l'augmentation de leur endettement.

La dernière contribution, celle d'Éric Pineault, propose comme base pour la compréhension de la dynamique actuelle du capitalisme l'utilisation d'un idéaltype qui distingue le capitalisme avancé du capitalisme classique ou bourgeois hérité des traditions marxiennes et wébériennes. Si l'auteur reconnaît que le capitalisme historique comporte un noyau invariant de rapports sociaux et de médiations sociales et culturelles, ses formes institutionnelles, c'est-à-dire les structures par lesquelles il se manifeste et se reproduit en pratique, ont connu une telle « grande transformation » au

tourant du vingtième siècle qu'il est nécessaire de l'envisager comme une nouvelle forme de capitalisme, par-delà la périodisation de l'histoire capitaliste proposée par la typologie régulationniste des régimes d'accumulation. Suivant Freitag, mais aussi les institutionnalistes classiques tels que Veblen et Commons, la grande entreprise constitue la structure à partir de laquelle ce capitalisme s'est reconstruit comme régime d'accumulation de la puissance organisationnelle sur et dans la société. Puisque ce type de capitalisme se constitue en liquidant la propriété bourgeoise, il implique dès son origine une sphère d'accumulation et de régulation de la puissance organisationnelle par la dynamique du capital financier. Tout comme Dufour et Gagnon, Pineault avance que l'accumulation capitaliste relève d'une dynamique essentiellement sociale et qualitative plutôt que d'une logique de la croissance dont les retombées seraient à partager. L'analyse de la nature et des finalités de cette articulation entre économie et société, c'est-à-dire de l'emprise de la logique d'accumulation de puissance organisationnelle sur l'historicité de la société, constitue, à leurs yeux, la base pour une sociologie critique du capitalisme contemporain.